

Etat profond , Administration, Post-matérialisme

Juin 2025

Etat profond , Administration, Post-matérialisme	1
Un sentiment d'impuissance	5
La frustration après la chute de la coalition Schoof (I) aux Pays-Bas	5
La frustration des électeurs face à l'Etat profond	5
La croissance de la technocratie depuis la seconde guerre mondiale	6
Post-matérialiste et mutation des gauches en Europe	6
La montée des populismes	7
Le « Deep State » ou la technocratie	8
Qu'est-ce que le « Deep State » ?	8
Fonction publique et administration: le nouveau pouvoir politique ?	8
En France: la « Technocratie »	9
Les Pays-Bas: la mécanique institutionnelle du compromis	10
États-Unis : la bureaucratie fédérale	11
Turquie : l'État profond kémaliste	11
Espagne: Les franquistes technocrates dans l'administration post-1975	11
URSS: L'administration soviétique - la nomenklatura	12
L'Union européenne et la technocratie bruxelloise	12
La nouvelle élite post-matérialiste	13
L'émergence d'une classe sociale nouvelle	13
France: les « Bobos »	14
Post-matérialisme et mutation des gauches en Europe	16
France – Entre continuité républicaine et hégémonie politique	16
Émergence et renforcement de la technocratie	16
La gauche et la technocratie (années 1980–2010)	16
Le tournant Macron (à partir de 2017)	16
Évolution et critiques contemporaines	16
Vers une recomposition politique ?	16
Pays-Bas : un pouvoir discret, mais central	17
Un État technocratique par nature	17
La montée de la technostructure postmatérialiste	17
Dick Schoof : incarnation parfaite de cette technocratie	18
Pourquoi la technocratie n'a pas soutenu le PVV ou la gauche radicale ?	18
En conclusion:	18
Allemagne : la technocratie enracinée dans le compromis et la stabilité	18
Un État fédéral, juridique, et hautement administratif	18
Une élite postmatérialiste née dans les années 1980–2000	19

Le cas du SPD et des Verts	19
Technocratie contre démocratie directe ? Le cas de l'AfD	19
Pourquoi la technocratie a-t-elle basculé vers les Verts ?	19
Ce qu'il faut retenir :	19
L'Italie : une technocratie sans légitimité populaire durable	20
Un État centralisé avec une bureaucratie ancienne, mais fragmentée	20
Les technocrates : recours en période de crise	20
Un système partisan instable, en recomposition permanente	20
La technocratie face au populisme	20
Pourquoi la technocratie italienne ne devient-elle pas dominante ?	21
Belgique : la technocratie comme ciment dans un État divisé	22
Un État profondément fragmenté	22
La technocratie belge : puissante, mais peu visible	22
La paralysie politique renforce les experts	22
Faible légitimité populaire, mais pas de rejet fort	22
Bruxelles, capitale technocratique de l'Europe	23
Ce qu'il faut retenir :	23
Espagne : une technocratie fragilisée par les fractures politiques	23
Un État démocratique encore jeune, issu du franquisme	23
Une technocratie d'État issue d'un fort élitisme scolaire	23
Crise de légitimité dans les années 2008–2015	24
Fragmentation politique, instabilité gouvernementale	24
Technocratie vs. régionalisme	24
Ce qu'il faut retenir	25
La Suède : une technocratie invisible mais profondément ancrée dans la culture politique	25
Un État historiquement fort, fondé sur la transparence et la confiance	25
Des élites administratives professionnalisées, mais peu visibles	25
Un contre-modèle au "deep state" : la gouvernance distribuée	25
L'influence de la technocratie dans l'élaboration des politiques publiques	26
Limites récentes : immigration, criminalité et crise de la confiance	26
Technocratie et populisme : un choc encore limité	26
Ce qu'il faut retenir	26
Les États-Unis – Technocratie, partisans et populismes	27
Administration & technocratie	27
Partis traditionnels	27
Transfert d'hégémonie	27
Réactions populistes	27

Remarques spécifiques	27
Comparatif de la centralisation et de la popularité des administrations	28
ANNEXES	29
Etat profond et post-matérialisme dans l'actualité	30
Article 1: Welt, « La crise de la migration reste non résolue » Von Leo de Winter	30
Article 2: Wynia's Week, « Les universités sont devenues des foyers de décadence qui ne produisent pas d'esprits libres mais des saboteurs culturels. » Paul Frentrop	32
Article 3: Wynia's Week, « Adieu PvdA. Comment des intellectuels radicaux ont contribué à la chute d'un puissant parti ouvrier. » Roelof Bouwman	34
L'émergence de castes technocratiques dans l'histoire : entre service public et pouvoir autonome	36
L'Égypte des Pharaons et les scribes	36
Empire romain - Les eques et les affranchis impériaux	36
Empire romain tardif - L'administration impériale romaine	36
Empire byzantin – la bureaucratie palatine et les eunuques	37
Empire ottoman – les eunuques et les esclaves d'État (kapikulu)	37
Chine impériale – les lettrés confucéens (mandarins)	38
La noblesse de robe dans la monarchie française	38
La Révolution française – la bureaucratie de l'Ancien Régime recyclée	38

Un sentiment d'impuissance

La frustration après la chute de la coalition Schoof (I) aux Pays-Bas

La coalition dite "Schoof", dirigée par l'ancien haut fonctionnaire Dick Schoof et soutenue par le PVV de Geert Wilders, a pris fin prématurément en juin 2025. Elle avait été formée à l'issue des élections législatives du 22 novembre 2023, après une période de négociations qui s'est étendue jusqu'au 16 mai 2024, date de l'accord de coalition. Le gouvernement Schoof (I), officiellement investi le 2 juillet 2024, aura donc duré à peine une année, sa chute ayant été confirmée en juin 2025.

Aujourd'hui, nombreux sont les citoyens et les commentateurs voient dans ce cycle plutôt court, qui n'aura pas eu le temps de mettre en place les mesures promises lors de la campagne des législatives, une impuissance devenue chronique face à un « Etat profond » qui bloque les prises de décisions, face à une puissante administration qui détiendrait le pouvoir par l'enlisement et la paralysie.

« Aux Pays-Bas, comme dans de nombreux autres pays, il est pratiquement impossible de traduire une volonté largement partagée par l'électorat en politiques concrètes et opérationnelles. Qu'est-ce qui s'oppose donc à cela ? J'ai déjà évoqué les réflexes du « on ne peut pas » au sein des groupes parlementaires, du monde scientifique, des médias, des organisations non gouvernementales (ONG) et du système judiciaire. Un mandat électoral pourtant clair se heurte à une résistance interne et profonde de l'administration et de l'Etat.

Le processus politique primaire est largement mis à l'écart, ce qui entraîne une stagnation et une érosion du soutien social. Par exemple, notre contribution à la réduction du réchauffement climatique, par exemple, grâce aux mesures de transition énergétique, serait dérisoire, de l'ordre de 0,00068 °C en 2050 (il se peut que je me trompe d'une décimale ici et là). Mais on proclame cette nécessité haut et fort comme s'il s'agissait d'un article de foi. Voilà le deuxième phénomène qui explique l'impuissance politique: une doctrine post-matérialiste imposée par une classe sociale minoritaire qui dicte sa loi, caractérisée par une croissance démesurée de l'administration depuis le XVIIe siècle. »¹.

Cette préoccupation grandissante mène à un populisme lui aussi grandissant.

La frustration des électeurs face à l'Etat profond

Depuis plusieurs décennies, une frustration populaire croissante émerge en Europe et aux États-Unis. Cette colère naît du sentiment que les élections ne changent plus fondamentalement les politiques menées. Les populations constatent que, quels que soient les gouvernements élus, une même orientation idéologique — souvent post-matérialiste — domine : droits des minorités, écologie dogmatique, ouverture migratoire, etc. Cette ligne semble dictée non plus par le suffrage, mais par une caste administrative technocratique, fortement ancrée dans les institutions publiques. Cette élite, souvent issue des grandes écoles

¹ *Témoignage d'un Néerlandais, ancien fonctionnaire du ministère des Affaires Etrangères aux Pays-Bas, juin 2025*

ou des universités, impose ses valeurs, contrôle les leviers décisionnels, et rend les alternatives politiques inopérantes. Le « vote sanction » devient alors un réflexe, mais ses effets sont neutralisés par les coalitions, les tribunaux ou l'inertie de l'État profond. Cette confiscation perçue du pouvoir démocratique nourrit les mouvements populistes, souverainistes ou protestataires. Le fossé s'élargit entre une élite urbaine et administrative, détentrice du récit dominant, et une population en quête de représentativité réelle.

La croissance de la technocratie depuis la seconde guerre mondiale

Depuis la Seconde Guerre mondiale, les États modernes ont connu une croissance massive de leurs administrations, impulsée par la reconstruction, la planification économique, la guerre froide, puis, et surtout, l'État-providence. Les hauts fonctionnaires, experts, magistrats, cadres de la santé, de l'éducation ou de la culture ont progressivement formé une technocratie spécialisée, légitimée par son expertise plus que par le suffrage. Avec le temps, cette caste administrative s'est institutionnalisée, occupant durablement les leviers de décision, au-delà des alternances politiques. Dans de nombreux pays européens, cette couche sociale issue des grandes écoles ou universités s'est alignée sur des valeurs post-matérialistes : écologie, droits des minorités, ouverture des frontières, globalisme. Progressivement, elle en est venue à défendre ses propres intérêts, ses carrières, ses paradigmes idéologiques, parfois au détriment de la volonté populaire. Ce phénomène alimente la thèse d'un « État profond » : une structure permanente, non élue, exerçant un pouvoir souterrain et filtrant les décisions politiques. Les institutions européennes, les juridictions supranationales ou les agences indépendantes renforcent encore cette tendance à la dépolitisation des choix publics. La souveraineté démocratique se retrouve dès lors concurrencée par une souveraineté administrative invisible.

Post-matérialiste et mutation des gauches en Europe

Depuis les années 1960-70, une nouvelle classe sociale a émergé dans les sociétés occidentales, issue de l'urbanisation, de la massification de l'enseignement supérieur et de la tertiarisation de l'économie. Constituée d'individus éduqués, souvent issus des milieux académiques, culturels, administratifs ou associatifs, cette classe adopte des valeurs post-matérialistes, centrées sur l'écologie, les droits des minorités, le multiculturalisme, l'égalité des genres et la justice sociale. Ces idéaux ne répondent plus aux besoins économiques fondamentaux, mais à des aspirations symboliques ou morales. Elle tend à s'opposer aux valeurs traditionnelles, productivistes ou nationales des classes populaires ou moyennes. Son influence s'étend dans les universités, les médias, les ONG, les institutions publiques et les partis de gauche ou centristes. Cette classe post-matérialiste s'apparente à une nouvelle élite morale, souvent déconnectée des réalités du monde ouvrier ou rural. Elle redéfinit les débats politiques en imposant des normes culturelles progressistes. Son poids grandissant dans l'appareil d'État et dans les sphères d'influence nourrit des tensions croissantes avec les classes populaires, alimentant en retour le vote protestataire et les mouvements dits populistes.

L'émergence de cette classe post-matérialiste a profondément modifié la sociologie électorale et idéologique de la gauche en Europe. Historiquement tournée vers la défense des classes ouvrières, la gauche a progressivement intégré les revendications de cette nouvelle élite morale : écologie, droits identitaires, égalité des genres, multiculturalisme. Parallèlement, la

technocratie – forte de sa croissance depuis 1945 – a largement relayé ces valeurs dans les politiques publiques, les rendant structurelles. Cette convergence a favorisé une mutation des partis sociaux-démocrates traditionnels vers des partis “socio-culturels”, délaissant la défense du travail et du pouvoir d’achat au profit d’enjeux sociétaux. Le fossé avec les classes populaires s’est creusé, provoquant un exode électoral vers les partis populistes ou abstentionnistes. Les alliances entre gauches post-matérialistes et technocratie ont contribué à un éloignement croissant entre institutions et électorat populaire. Cette transformation a fragilisé la gauche traditionnelle dans de nombreux pays en Europe et aux Etats-Unis, entraînant sa marginalisation, voire son absorption dans des coalitions écologistes ou centristes.

Les partis de gauche, historiquement ouvriers et ancrés dans le marxisme économique, ont alors été “capturés” par cette nouvelle élite, au détriment de leurs bases populaires. Cette mutation idéologique a provoqué un glissement des classes populaires vers l’abstention ou les partis populistes. La gauche s’est fragmentée entre une gauche culturelle et urbaine, et une gauche résiduelle, ouvrière et nationale. Dans plusieurs pays européens (France, Pays-Bas, Allemagne), les anciens partis sociaux-démocrates ont décliné, absorbés ou remplacés par des forces écologistes ou centristes partageant les mêmes valeurs post-matérialistes. Cette recomposition a modifié durablement l’échiquier politique, au prix d’une perte de lien avec les couches sociales les plus modestes.

La montée des populismes

Face à l’emprise croissante de la technocratie sur les choix politiques, de nombreux pays ont vu émerger des mouvements qualifiés de « populistes », « souverainistes » ou de « démocraties illibérales ». Ces forces se nourrissent du sentiment d’abandon des classes populaires et moyennes, déconnectées des priorités post-matérialistes portées par l’élite administrative. Le vote populiste devient un moyen de reconquête du pouvoir démocratique et d’affirmation de la souveraineté nationale. En Europe centrale (Hongrie, Pologne), en Italie, aux Pays-Bas, en France ou aux États-Unis, ces mouvements critiquent les élites « hors sol », la centralisation administrative et la dilution du débat démocratique. Ils dénoncent un pouvoir technocratique qui impose ses dogmes sans légitimité électorale. En réponse, ces mouvements cherchent à restaurer un lien direct entre peuple et pouvoir exécutif, quitte à bousculer les normes institutionnelles. Ils se heurtent toutefois à la résistance des institutions, des médias et de l’appareil d’État, entraînant un climat politique tendu et parfois polarisé. Le conflit entre légitimité électorale et permanence administrative devient un enjeu majeur du XXI^e siècle.

Le « Deep State » ou la technocratie

Qu'est-ce que le « Deep State » ?

Le terme « Deep State » (ou « État profond »), tel qu'utilisé dans les articles précédents, désigne un réseau invisible de hauts fonctionnaires, technocrates, services de renseignement, magistrats, militaires ou grandes administrations qui continuerait à exercer une influence décisive sur la politique nationale, indépendamment des choix électoraux ou des changements de majorité. C'est une notion politisée et controversée, souvent employée dans des analyses critiques du fonctionnement démocratique.

Dans le contexte néerlandais évoqué, le texte suggère que, bien que Geert Wilders ait remporté les élections législatives en 2023, le système institutionnel néerlandais a mis en place un mécanisme pour le neutraliser :

- Dick Schoof, haut fonctionnaire non élu, ancien chef des services de renseignement et du ministère de la Justice, a été nommé Premier ministre.
- Il incarne ce que l'auteur appelle le « fonctionnaire suprême », symbole de l'« État profond ».
- Le choix de Schoof est présenté comme une manœuvre pour contenir le populisme de Wilders sans provoquer de crise institutionnelle ouverte.

Implication de ce concept dans le texte :

- L'auteur ne définit pas l'« État profond » de manière académique, mais en fait le synonyme d'un pouvoir parallèle ou structurel, plus fort que les partis ou les votes.
- Il s'agit d'un pouvoir conservateur, préférant le statu quo, capable d'intégrer, diluer puis écarter toute force politique perturbatrice (comme le PVV de Wilders).
- Ce pouvoir est technique, non élu, mais doté d'une expertise et d'un réseau solide, notamment dans les dossiers sensibles comme la sécurité, l'immigration ou la justice.

Le « deep state » est un concept flou :

- Dans des régimes autoritaires ou instables, il peut désigner une réalité (armée ou services secrets gardant le contrôle).
- Mais dans les démocraties stables comme les Pays-Bas, cela relève souvent plus de l'interprétation politique que d'une réalité prouvée.

Les textes s'en servent pour critiquer la technocratisation du pouvoir et la résistance des élites aux changements profonds voulus par une partie de la population. Cela reflète un sentiment d'impuissance démocratique, voire une crise de légitimité des institutions, thème récurrent dans les débats actuels aux Pays-Bas, en France, en Allemagne et ailleurs.

Fonction publique et administration: le nouveau pouvoir politique ?

Au-delà des fantasmes liés à un supposé « État profond », il est indéniable que s'est constituée dans nos sociétés une nouvelle classe socio-professionnelle issue des grandes administrations publiques – éducation, santé, justice, sécurité, environnement, affaires sociales – qui exerce une influence considérable sur les politiques publiques.

Ce personnel n'est pas élu, mais détient les leviers pratiques de l'action de l'État : gestion des budgets, exécution des réformes, encadrement des institutions, communication des normes. Son pouvoir repose sur l'expertise, la permanence, et la maîtrise des rouages technico-juridiques. Par sa capacité à ralentir, réinterpréter ou alourdir les décisions politiques, cette technostructure peut parfois apparaître comme un contre-pouvoir informel, résistant aux alternances démocratiques.

Cela ne relève pas nécessairement du sabotage, mais d'un décalage croissant entre la légitimité démocratique (fondée sur le suffrage) et la légitimité administrative (fondée sur la compétence, l'ancienneté, l'appartenance à des cercles de savoirs partagés). Dans les faits, le gouvernement élu dépend étroitement d'une administration qui peut le servir... ou l'entraver.

Cette situation crée un paradoxe : les fonctionnaires sont censés être au service de l'État, donc du gouvernement élu, mais ils deviennent parfois les gardiens d'une vision autonome de l'intérêt général, distincte voire opposée à celle portée par une majorité politique. Ce phénomène s'observe aussi bien aux Pays-Bas qu'en France, et alimente une crise de confiance entre le politique et l'administratif.

Il ne s'agit pas d'un complot, mais d'un glissement silencieux vers une forme de gouvernance technocratique, où la continuité prime sur la volonté de rupture. Cela contribue au ressenti d'impuissance démocratique, nourrissant les populismes, qui dénoncent un système verrouillé.

En France: la « Technocratie »

Le terme « deep state » et celui de « technocratie », bien qu'ils se recoupent parfois, ne désignent pas exactement la même chose, surtout dans le contexte français.

En France, le mot « technocratie » désigne :

- Un système de pouvoir exercé par des hauts fonctionnaires (souvent issus de grandes écoles comme l'ENA, Polytechnique, Sciences Po).
- Ces responsables prennent des décisions au nom de la compétence technique plutôt que sur la base d'un mandat électoral.
- C'est un pouvoir centralisé, rationnel, souvent hors du champ démocratique direct, mais légal et public.

Exemples typiques : les directeurs de cabinet, les conseillers de Bercy, les énarques dans les ministères, etc. Critique fréquente : une distance avec la réalité vécue par les citoyens, des politiques « hors sol », et un affaiblissement de la représentation démocratique.

Le deep state, dans sa version plus anglo-saxonne évoque :

- Un pouvoir parallèle, invisible, non élu, permanent, qui survivrait à tous les gouvernements.
- Il est souvent lié aux services secrets, à la police, à la magistrature, à l'armée ou aux appareils de sécurité.
- Son objectif implicite serait de protéger l'ordre établi, quelles que soient les majorités élues.

Le terme est souvent utilisé de façon polémique, voire conspirationniste, même s'il peut désigner des logiques réelles de continuité administrative ou de blocage institutionnel.

Aspect	Technocratie (France)	Deep State (anglo-saxon/Pays-Bas)
Visibilité	Publique (hauts fonctionnaires, élites)	Souvent caché, opaque
Légitimité	Légale, institutionnelle	Soupçonnée d'être illégitime ou non élue
Motivation	Rationalité, expertise, stabilité	Préservation du statu quo, pouvoir réel
Origine du terme	Critique sociale ou politique	Théorie politique souvent contestée

En France, on ne parle pas souvent de « deep state », mais l'idée existe :

- On parle parfois de « haute administration », « État dans l'État », ou « pouvoir des grands corps ».
- Le terme « État profond » est utilisé surtout par des critiques du système (populistes, souverainistes, ou certains journalistes).
- Par exemple, Éric Zemmour ou Marine Le Pen ont parfois évoqué un « pouvoir permanent » qui empêcherait les changements voulus par le peuple.

Le « deep state » correspond partiellement à la technocratie française, mais avec une dimension plus cachée, soupçonnée d'agir contre la volonté démocratique, et souvent liée à des domaines de sécurité ou de souveraineté. En France, on parle plutôt de technocratie ou de haute administration. Le terme « État profond » est rare dans les discours institutionnels, mais présent dans les critiques politiques.

« L'énarchie » sous la Ve République en France en est un exemple typique.

- Depuis les années 1960, l'ENA (Ecole Nationale d'Administration, aujourd'hui INSP) a formé une élite administrative qui s'est progressivement affranchie du pouvoir politique, occupant à la fois les plus hauts postes de la haute fonction publique, mais aussi dans les grandes entreprises publiques et privées.
- On observe une circulation étroite entre public et privé (pantouflage) qui tend à aligner les intérêts de l'État avec ceux du capitalisme financier ou technocratique.
- Une vision technocratique du monde, dépolitisée, fondée sur des critères de gestion, d'optimisation, d'évaluation, parfois en contradiction avec les volontés politiques issues du suffrage universel.
- Des critiques récurrentes sur une autonomisation de cette caste, souvent jugée hors-sol et idéologiquement homogène (européiste, libérale, post-nationale).

Cela illustre déjà à l'époque une logique d'État profond : les structures administratives survivent aux changements de régime et façonnent à leur tour la politique.

Les Pays-Bas: la mécanique institutionnelle du compromis

Certains commentateurs évoquent l'existence d'un « État profond » aux Pays-Bas pour expliquer la marginalisation politique de Geert Wilders après sa victoire électorale. Mais cette

lecture occulte un élément central du système politique néerlandais : la pratique de la coalition.

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, les Pays-Bas fonctionnent selon un modèle multipartite qui impose la formation de gouvernements de coalition. Ce mécanisme structurel, fondé sur la recherche du consensus et du compromis, tend naturellement à modérer les positions extrêmes et à favoriser une approche pragmatique. Il ne s'agit pas d'un pouvoir occulte, mais d'une culture institutionnelle assumée, conçue pour garantir la stabilité dans un paysage politique fragmenté.

Ce que certains qualifient de « deep state » est donc moins une force clandestine qu'un effet logique du parlementarisme néerlandais : les partis extrêmes ne sont pas éliminés par des manœuvres secrètes, mais absorbés, dilués, voire usés par la nécessité de composer avec d'autres. C'est un exercice de réalisme démocratique, non un déni de démocratie.

Le système néerlandais ne vise pas le dogme idéologique, mais la solution la moins mauvaise, capable de rassembler une majorité. Il incarne un statu quo dynamique, souvent frustrant pour les électeurs les plus radicaux, mais profondément ancré dans une tradition politique de compromis. Cela ne date pas d'hier.

États-Unis : la bureaucratie fédérale

- Depuis Roosevelt et le New Deal, l'État fédéral américain s'est doté d'une bureaucratie puissante et complexe, dotée de nombreuses agences (FBI, CIA, EPA, IRS, etc.).
- Accusation fréquente : Ces agences seraient devenues autonomes, voire hostiles à certaines volontés politiques (cf. Trump vs. les agences fédérales).
- Deep State : Popularisé par la droite populiste (mais aussi par la gauche dans les années 1970), ce terme désigne une élite administrative et sécuritaire, prétendument neutre, mais souvent accusée de saboter ou de neutraliser les politiques déviant du consensus.

Turquie : l'État profond kémaliste

L'armée et les juges turcs comme gardiens de l'État kémaliste

- Contexte : Après Atatürk, la Turquie a instauré un système républicain laïc dont l'armée et la haute administration étaient les garants.
- Ces élites ont renversé ou bloqué plusieurs gouvernements démocratiquement élus jugés trop islamistes ou trop déviants (coups d'État de 1960, 1971, 1980, 1997).
- L'arrivée d'Erdogan a déclenché une purge massive de ces élites « profondes ».
- Interprétation : L'État profond turc agissait contre le suffrage universel au nom de la pérennité d'un ordre idéologique (laïcité, unité nationale, anti-kurde, etc.).

Espagne: Les franquistes technocrates dans l'administration post-1975

- Contexte : Lors de la transition démocratique, une grande partie de l'élite administrative franquiste a été maintenue dans ses fonctions.
- Ce qu'on observe : Cette technocratie a parfois ralenti les réformes démocratiques et influencé les orientations de la nouvelle monarchie parlementaire dans un sens conservateur.

URSS: L'administration soviétique - la nomenklatura

La nomenklatura désignait les cadres politiques et administratifs du régime communiste. Leur nomination dépendait du Parti, mais ils détenaient les rênes de l'économie, de la planification et du contrôle social.

Ces fonctionnaires sont devenus une élite de fait, bénéficiant de privilèges et orientant les politiques à leur avantage. Avec la chute de l'URSS, une partie de cette élite s'est recyclée dans l'économie de marché, devenant souvent les premiers oligarques russes.

L'Union européenne et la technocratie bruxelloise

L'administration européenne, principalement incarnée par la Commission européenne, constitue le cœur technocratique de l'Union. Elle rédige les règlements, surveille leur application, et initie les politiques communautaires.

Forte d'une indépendance statutaire et d'une mission transnationale, cette bureaucratie est parfois perçue comme une caste homogène : urbaine, multilingue, hautement éduquée, produite par les grandes écoles, et éloignée des préoccupations citoyennes.

On lui reproche un déficit démocratique, une inflation normative, et une orientation idéologique post-nationale (droits de l'homme, écologie, ouverture migratoire). Elle est perçue comme défendant à la fois des valeurs et des intérêts propres.

A l'heure on nous écrivons ces lignes (Juin 2025), le devenir de l'administration bruxelloise, bien que critiquée et contestée, ne semble pas être remise en cause fondamentalement, à cause notamment du sursaut vital que l'Europe doit opérer si elle veut survivre aux déflagrations de la guerre en Ukraine, à l'impérialisme russe et au chantage de l'Amérique dont elle est toujours le vassal. Cette administration pourrait néanmoins être réformée vers plus de démocratie, ou alors elle cristallisera des tensions croissantes entre technocratie et souveraineté populaire. Sa légitimité dépendra de sa capacité à se reconnecter aux attentes concrètes des citoyens européens.

La nouvelle élite post-matérialiste

L'émergence d'une classe sociale nouvelle

Dans toutes les sociétés occidentales, on a assisté à l'émergence d'une nouvelle classe sociale structurée autour des savoirs, de la gouvernance et des valeurs post-matérialistes, qu'on peut appeler, selon les contextes :

- La nouvelle classe managériale ou technocratique
- La bourgeoisie cognitive (terme utilisé par Christophe Guilluy)
- La classe diplômée et métropolitaine (souvent opposée aux classes populaires périphériques)
- Ou encore, dans certains discours critiques : la caste administrative.

Cette classe est composée majoritairement :

- de fonctionnaires et de cadres dans les secteurs publics ou parapublics (enseignement, santé, culture, justice, ONG, etc.) ;
- de diplômés de l'enseignement supérieur, souvent issus des universités en sciences sociales et des grandes écoles ;
- de professionnels des politiques publiques, consultants, experts, juristes, communicants, urbanistes, etc.

Elle se distingue par :

- une forte valorisation des diplômes (capital culturel) ;
- une installation en milieu urbain, souvent dans les grandes métropoles ;
- un ensemble de valeurs post-matérialistes : écologie, inclusion, diversité, défense des minorités, cosmopolitisme, rejet des frontières, méfiance envers le patriotisme et les traditions nationales ;
- et surtout, un pouvoir d'influence important sur les normes, les institutions, les politiques publiques, sans nécessairement en rendre compte aux citoyens.

Ce groupe est aujourd'hui largement déconnecté des classes populaires et du monde du travail productif (industrie, artisanat, agriculture, petites entreprises), et parfois perçu comme hégémonique dans le débat public, l'enseignement, les médias, la haute administration.

Dans cette logique, il défend ses intérêts comme toute classe historique l'a fait : maintien de ses positions sociales, de ses ressources (emplois publics, subventions, capital symbolique), reproduction sociale via les filières universitaires, et contrôle du récit idéologique dominant.

Cette classe ne crée pas directement de richesse économique, mais elle oriente, régule, et impose des normes à la société. Elle est donc perçue par certains comme légitime (défense des droits, rationalité, bien commun), et par d'autres comme parasitaire ou idéologiquement autoritaire.

On pourrait faire l'analogie avec l'émergence de la bourgeoisie ou de la classe ouvrière au XIXème et XXème siècle: nous assistons à la structuration d'une nouvelle classe dominante, cette fois non plus fondée sur la richesse matérielle (comme la bourgeoisie capitaliste) ou sur

la force de travail (comme le prolétariat), mais sur le monopole de la régulation, de l'expertise et de la légitimité morale.

C'est ce que des penseurs comme Pierre-André Taguieff, Jérôme Sainte-Marie, David Goodhart (Royaume-Uni) ou encore Thomas Frank (États-Unis) ont analysé : la fracture n'est plus droite/gauche, mais entre "les gens de partout" (anywheres) et "les gens de quelque part" (somewheres) ; entre la mobilité mondialisée et l'enracinement local ; entre le capital cognitif et le capital physique ou social.

Une élite administrative formée à l'intérieur d'un système politique a développé des intérêts propres, une cohésion interne, et une autonomie idéologique. Cette nouvelle élite peut ensuite résister ou orienter les politiques publiques à sa manière, parfois contre la volonté explicite du pouvoir élu. Cette logique est facilitée par un fort capital culturel (diplômes, réseaux, expertise), un contrôle des circuits de formation (grandes écoles, universités), une adhésion à des normes "supra-politiques" : rationalité, droits humains, gestion neutre, multilatéralisme.

France: les « Bobos »

Le terme « gauche bobo » (« **bourgeois-bohème** ») est l'étiquette souvent donnée en France à cette gauche post-matérialiste, urbaine, diplômée, culturelle. Le mot « bobo », popularisé en France dans les années 2000 (notamment par David Brooks aux États-Unis et repris par des essayistes comme Christophe Guilluy), désigne une nouvelle bourgeoisie progressiste, qui cumule :

- Un capital économique confortable (cadres, professions intellectuelles, culturelles)
- Un capital culturel élevé (études longues, goût pour l'art, le débat, l'écologie)
- Une sensibilité de gauche sur les valeurs (droits de l'homme, diversité, écologie, inclusion)
- Une insertion dans les grandes métropoles (Paris, Lyon, Bordeaux, Amsterdam, Bruxelles, etc.)

Leur idéologie dominante : post-matérialisme

- Priorité aux valeurs sociétales (genre, environnement, droits des minorités) sur les luttes sociales classiques.
- Défense des politiques d'ouverture (immigration, multiculturalisme, libre circulation)
- Méfiance vis-à-vis du nationalisme, de l'autorité, ou des traditions vues comme oppressives.

Ils se veulent progressistes, humanistes, ouverts — mais ils sont souvent perçus comme déconnectés des préoccupations du monde ouvrier ou rural.

La critique adressée à la gauche « bobo » vient principalement :

- Des classes populaires, qui se sentent abandonnées par la gauche sociale (emploi, pouvoir d'achat, logement, sécurité).
- Des souverainistes et des populistes, qui dénoncent une gauche hors-sol, qui défend les minorités mais oublie la majorité.
- Des anciens marxistes, qui accusent la gauche culturelle d'avoir déserté la lutte des classes pour une morale élitiste.

Comme le dit le géographe Christophe Guilluy, la gauche bobo a « remplacé le peuple par les minorités ».

Les conséquences politiques sont lourdes dans le paysage politique traditionnel:

- En France, cette gauche s'incarne dans EELV, LFI (certains courants), Génération.s, ou le PS parisien.
- Elle a du poids dans les médias, l'université, les ONG, les hautes sphères de la fonction publique.
- Mais elle peine à parler à la France périphérique ou populaire, ce qui profite à l'extrême droite ou à l'abstention.

Aspect	Gauche traditionnelle	Gauche « bobo » post-matérialiste
Base sociale	Ouvriers, employés	Cadres urbains, professions culturelles
Priorités	Emploi, salaire, protection sociale	Écologie, genre, inclusion, climat
Territoires	Périphéries, petites villes	Métropoles, centres-villes
Perception	Réaliste, enracinée	Morale, élitiste, déconnectée

Post-matérialisme et mutation des gauches en Europe

France – Entre continuité républicaine et hégémonie politique

Émergence et renforcement de la technocratie

- Après 1945 : Mise en place de l'ENA (1945), création d'un État fort, planificateur, républicain, appuyé sur une haute administration compétente.
- Le modèle technocratique s'installe dans les Trente Glorieuses, servant à encadrer la reconstruction, le développement industriel et la modernisation.
- Les hauts fonctionnaires deviennent le moteur de l'action publique, souvent plus influents que les ministres politiques.

La gauche et la technocratie (années 1980–2010)

- Le Parti socialiste (PS) investit pleinement l'appareil d'État, notamment sous François Mitterrand (1981–1995).
- L'appareil technocratique se teinte d'idéaux post-matérialistes (droits de l'homme, inclusion, écologie, intégration européenne).
- Montée d'un personnel administratif universitaire et réformateur, qui privilégie les réformes sociétales sur les revendications sociales classiques (ouvrières).

Le tournant Macron (à partir de 2017)

- Emmanuel Macron, lui-même haut fonctionnaire (Inspection des finances, ENA), crée LREM et capte le centre et la technocratie.
- Ce transfert d'hégémonie technocratique va de la gauche vers le « macronisme », perçu comme un « nouveau parti de l'administration ».
- Soutien explicite de l'administration centrale, des grands corps, des cadres éducatifs, hospitaliers, diplomatiques.

Évolution et critiques contemporaines

Les partis traditionnels sont affaiblis (PS et LR), alors que les forces populistes dénoncent une caste technocratique hors-sol.

- Crise des gilets jaunes (2018) comme symptôme d'un divorce entre les élites administratives et les classes populaires ou rurales.
- Croissance de la méfiance envers la gouvernance « par décret », les experts et les « sachants ».

Vers une recomposition politique ?

- Une recomposition est en cours à droite autour de thèmes conservateurs, souverainistes, hostiles à l'État technocratique et pro-européen.
- La technocratie reste puissante, notamment à Bercy, dans l'éducation et la santé, mais elle devient un enjeu politique clivant.
- Les tensions entre les « deux France » (France périphérique vs France des métropoles) s'expriment dans la défiance vis-à-vis de la haute administration.

Période	Événement / Phase	Rôle de la technocratie	Conséquence politique
1945–1975	Trente Glorieuses, création de l'ENA	Fondement du modèle technocratique républicain	Stabilisation, planification, cohérence républicaine
1981–1995	Mitterrand au pouvoir	Montée d'une technocratie à orientation post-matérialiste	Hégémonie du PS dans l'État
1995–2012	Alternance Chirac/Sarkozy	Politisation de la technocratie, fusion public/privé	Déclin du lien avec les classes populaires
2017–2022	Élection de Macron, création de LREM	Recentrage de la technocratie autour du centre progressiste	Macron devient le « parti de l'État »
Depuis 2022	Crise sociale, montée populiste	Contestation ouverte du rôle de la haute fonction publique	Vers une recomposition du paysage politique

Pays-Bas : un pouvoir discret, mais central

Contrairement à la France, les Pays-Bas n'ont pas connu une rupture aussi spectaculaire que l'effondrement du PS ou l'émergence d'un Macron. Cependant, la montée en puissance d'une caste technocratique post-matérialiste y est tout aussi réelle, bien que plus silencieuse. Elle s'est diffusée à travers les institutions, les partis traditionnels, et surtout, l'administration centrale.

Un État technocratique par nature

Les Pays-Bas reposent sur une tradition associative, c'est-à-dire un système politique basé sur le compromis permanent entre élites issues de différents « piliers » (protestant, catholique, socialiste, libéral). Cela a favorisé l'émergence d'un appareil administratif stable, expertisé, faiblement politisé, avec un très fort pouvoir informel. Les fonctionnaires (au niveau ministériel et local) ont donc toujours exercé une influence forte, en pilotant des coalitions souvent hétérogènes.

La montée de la technostructure postmatérialiste

Depuis les années 1980, l'administration néerlandaise, les universités et les milieux de recherche publics ont vu monter une nouvelle génération de cadres hautement éduqués, souvent alignés sur des valeurs postmatérialistes : environnement, inclusion, droits humains, multiculturalisme, formés dans une culture cosmopolite et libérale-progressiste.

Ces cadres ont investi l'administration, les think tanks, les ONG subventionnées, et les institutions européennes. Ils ont progressivement supplanté les anciens cadres issus de la gauche sociale-démocrate traditionnelle (PvdA) à cause du déclin de sa base électorale.

Le déclin du PvdA et la fusion avec GroenLinks

- Le PvdA (Partij van de Arbeid), traditionnel parti ouvrier, a perdu son électorat populaire (désindustrialisé, ou passé au PVV de Geert Wilders).
- La gauche progressiste postmatérialiste (éduquée, urbaine, fonction publique, universités) a migré vers GroenLinks, ou bien s'est fondue dans les alliances.

D'où la fusion électorale PvdA-GroenLinks : Une coalition qui n'a plus de base ouvrière réelle, mais une base sociologique enseignante, urbaine, culturelle, académique.

Dick Schoof : incarnation parfaite de cette technocratie

La nomination de Dick Schoof comme Premier ministre en 2024, sans ancrage partisan ni base électorale directe, est emblématique :

- Ancien chef des services de sécurité et haut fonctionnaire de la Justice,
- Issu de la technocratie pure, nommé pour stabiliser le système, pas pour incarner un projet politique,
- Accepté par les partis de coalition pour empêcher une prise de pouvoir trop forte du PVV, malgré sa victoire électorale.

Ce cas illustre l'autonomie de la technocratie, qui peut neutraliser démocratiquement un leader élu mais jugé « dangereux » (c'est à dire extrême pour le système politique qui les dissout).

Pourquoi la technocratie n'a pas soutenu le PVV ou la gauche radicale ?

- Le PVV de Wilders est vu comme un danger pour l'État de droit, les engagements européens, la tolérance, etc.
- La gauche radicale n'est plus crédible ni électoralement, ni administrativement.
- La technocratie s'est repliée dans un rôle de stabilisation du statu quo, défendant une société multiculturelle, ouverte, gérée par expertise.

En conclusion:

- Comme en France, une nouvelle élite administrative postmatérialiste s'est installée dans les centres de pouvoir.
- Mais aux Pays-Bas, ce phénomène s'est produit sans rupture politique majeure, par glissement progressif, dans un système déjà basé sur le compromis et l'expertise.
- La technocratie y exerce un pouvoir de filtre sur les élus, dans le cadre des négociations de coalition.
- Le « centre » n'a pas eu besoin de créer un Macron local : le système lui-même a absorbé la technocratie dans son fonctionnement quotidien.

Allemagne : la technocratie enracinée dans le compromis et la stabilité

L'Allemagne est un exemple majeur d'un pays où la technocratie est profondément intégrée dans l'appareil de l'État, mais aussi dans la culture politique. Elle ne s'est pas imposée en rupture, mais par institutionnalisation progressive, notamment dans l'après-guerre.

Un État fédéral, juridique, et hautement administratif

- L'Allemagne est un État fédéral, avec une répartition complexe des compétences entre l'État fédéral (Bund), les Länder, et les collectivités locales.
- Elle est fondée sur une culture juridique rigoureuse (Rechtsstaat), où le respect du droit structure toute décision politique.

- L'administration allemande repose sur une fonction publique très professionnalisée, non partisane mais très influente, souvent issue des grandes universités (notamment en droit, sciences politiques, économie).

La technocratie n'est pas une dérive, mais un pilier du système.

Une élite postmatérialiste née dans les années 1980–2000

- Comme aux Pays-Bas, les années 1980 ont vu émerger une nouvelle génération de fonctionnaires, chercheurs, juges, avocats d'État, etc., acquis aux valeurs postmatérialistes (écologie, droits de l'homme, démocratie participative, etc.).
- Cette élite, très présente dans les ministères, les hautes juridictions, les ONG, et les médias publics, a accompagné la montée en puissance des Grünen (les Verts), qui sont devenus une force politique majeure.

Le cas du SPD et des Verts

- Le SPD (Parti social-démocrate) a connu une lente érosion de sa base ouvrière, notamment en ex-RDA, mais il a gardé un fort ancrage administratif et syndical.
- Les Verts, au départ antinucléaires et marginaux, sont devenus dans les années 2000 un parti éminemment technocratique, s'alliant souvent avec le SPD.
- La coalition actuelle (2021–2025), dite "Ampel" (feu tricolore : SPD–Verts–FDP), est pilotée par une élite administrative et académique centrée à Berlin, avec un discours très postmatérialiste.

Technocratie contre démocratie directe ? Le cas de l'AfD

- L'AfD (Alternative für Deutschland) dénonce explicitement le pouvoir des élites administratives, juridiques et médiatiques.
- Elle accuse ces cercles de maintenir une sorte de « régime idéologique » (multiculturalisme, transition énergétique, immigration) contre la volonté du peuple.
- Plusieurs décisions de justice (notamment du Bundesverfassungsgericht, la Cour constitutionnelle) sont perçues comme des barrières technocratiques à la volonté populaire, ce qui alimente le discours « populiste ».

Pourquoi la technocratie a-t-elle basculé vers les Verts ?

- Parce que les valeurs des Verts ont fini par dominer les grandes institutions de formation (universités, médias publics, fondations politiques).
- Parce que la fonction publique a suivi cette évolution : les jeunes générations ont intégré ces normes comme allant de soi, à la fois en matière d'éthique publique et de politique internationale (climat, Europe, droits fondamentaux).
- Parce que les Verts proposent une gouvernance fondée sur l'expertise, la planification, la norme, ce qui est hautement compatible avec l'ADN administratif allemand.

Ce qu'il faut retenir :

- En Allemagne, la technocratie est historiquement stable, professionnalisée et encadrée juridiquement.
- Elle s'est alignée sociologiquement et idéologiquement sur la gauche postmatérialiste (Verts–SPD) depuis les années 1990.

- L’AfD représente une réaction directe à ce bloc élite–administration, qu’elle accuse de trahir les classes moyennes, la souveraineté et la nation.
- Toutefois, le système allemand empêche toute prise de pouvoir directe par un « populisme majoritaire », grâce aux filtres fédéraux, judiciaires, et constitutionnels.

L’Italie : une technocratie sans légitimité populaire durable

Contrairement à l’Allemagne ou aux Pays-Bas, la technocratie italienne s’est imposée davantage par défaut que par consensus. Elle apparaît souvent comme un palliatif face à l’échec des partis politiques, ce qui alimente une méfiance persistante du public.

Un État centralisé avec une bureaucratie ancienne, mais fragmentée

- L’Italie possède une administration centrale puissante et très ancienne, héritée du Risorgimento et de la monarchie unifiée.
- Cette bureaucratie a été souvent clientéliste, fortement politisée, et peu modernisée jusque dans les années 1990.
- Elle fonctionne avec une très forte compétence sectorielle (finances, industrie, diplomatie), mais une cohérence globale très faible.

Résultat : un appareil d’État compétent dans certains domaines, mais souvent bloqué ou contourné.

Les technocrates : recours en période de crise

En Italie, des gouvernements purement technocratiques ont été mis en place à plusieurs reprises :

- Carlo Azeglio Ciampi (1993–94)
- Lamberto Dini (1995–96)
- Mario Monti (2011–2013, pendant la crise de la dette)
- Mario Draghi (2021–2022, en pleine pandémie et instabilité parlementaire)
- Ces gouvernements ne sont pas élus, mais nommés par le Président de la République, avec l’accord du Parlement. Ils reposent souvent sur des coalitions d’unité nationale.

Ils incarnent la souveraineté de la raison d’État, souvent imposée à une classe politique discréditée.

Un système partisan instable, en recomposition permanente

Depuis les années 1990 (effondrement de la Démocratie chrétienne et du PCI), le paysage politique italien est hautement fragmenté. Les partis classiques ont cédé la place à :

- Des figures médiatiques (Berlusconi)
- Des partis protestataires (Mouvement 5 Étoiles)
- Des mouvements de droite dure (Lega, Fratelli d’Italia)

La désaffection vis-à-vis des partis a favorisé la montée des technocrates... mais ceux-ci n’ont jamais disposé d’un vrai soutien populaire.

La technocratie face au populisme

- Le gouvernement Monti, bien que salué en Europe, a été rejeté massivement par les Italiens (plan d'austérité, réformes impopulaires).
- Le Mouvement 5 Étoiles (M5S) s'est construit en réaction directe à cette caste de technocrates « européistes ».
- Giorgia Meloni (Fratelli d'Italia) a, comme Salvini, repris ce discours : l'Italie est gouvernée contre le peuple, par des élites européennes, bancaires, administratives.

Pourquoi la technocratie italienne ne devient-elle pas dominante ?

- Elle manque de légitimité démocratique et n'a aucun ancrage social propre : pas de "fonction publique d'État" prestigieuse comme en France, ni de haute culture juridique comme en Allemagne.
- Elle intervient dans des moments d'effondrement politique, donc toujours de manière temporaire, souvent en opposition aux attentes populaires.
- L'Europe est perçue comme le sponsor de cette technocratie, ce qui alimente un discours souverainiste fort.

En résumé :

Élément	Situation en Italie
Nature de la technocratie	Fragmentée, sectorielle, peu légitime démocratiquement
Relation avec les partis	De substitution temporaire, jamais durable
Perception populaire	Perçue comme étrangère, imposée, élitiste
Réactions populistes	Fortes, constantes, soutenues électoralement
Lien avec l'Europe	Étroit, mais source de rejet intérieur (austérité, normes)

Ce qu'il faut retenir :

En Italie, la technocratie apparaît comme un corps de crise, un instrument de survie de l'État, mais sans ancrage durable. Elle agit en l'absence de solutions politiques stables, mais elle n'est ni aimée ni durablement installée. Le populisme italien s'est construit contre elle, dans une logique de démocratie insurrectionnelle plutôt que représentative.

Belgique : la technocratie comme ciment dans un État divisé

Un État profondément fragmenté

- Depuis les années 1970, la Belgique est passée d'un État unitaire à un État fédéral, avec trois communautés linguistiques (francophone, flamande, germanophone) et trois régions (Flandre, Wallonie, Bruxelles).
- Cette architecture entraîne une multiplication des gouvernements (jusqu'à 6-7 exécutifs distincts) et une instabilité institutionnelle chronique.
- L'identité nationale est affaiblie, remplacée par des logiques communautaires et régionales.

La complexité administrative affaiblit la politique classique, et ouvre la voie à des formes de gouvernance plus technocratiques.

La technocratie belge : puissante, mais peu visible

- L'administration belge est très professionnelle, souvent discrète, linguistiquement segmentée, mais très influente.
- Le Conseil d'État, la Cour constitutionnelle, les commissions d'éthique, les hauts fonctionnaires fédéraux jouent un rôle-clé dans l'équilibre institutionnel.
- Des personnalités comme Didier Reynders, Herman Van Rompuy ou Alexander De Croo incarnent cette culture technocratique fluide, à la frontière du politique, du diplomatique et de l'administratif.

La technocratie belge agit comme un amortisseur entre des forces politiques souvent irréconciliables.

La paralysie politique renforce les experts

- La Belgique détient le record mondial de la plus longue période sans gouvernement (541 jours entre 2010 et 2011).
- Dans ces périodes, ce sont les hauts fonctionnaires, les ministères, les cabinets permanents qui gèrent le pays.
- Les gouvernements « en affaires courantes » prolongent l'action administrative sans arbitrage politique.

La technocratie devient la continuité de l'État dans un vide politique.

Faible légitimité populaire, mais pas de rejet fort

Contrairement à l'Italie ou aux Pays-Bas, la Belgique n'a pas de mouvement populiste unificateur national.

- En Flandre : le nationalisme flamand (N-VA, Vlaams Belang)
- En Wallonie : une gauche plus classique (PS, PTB)
- Cela rend l'expression d'un rejet global de la technocratie difficile, car les lignes de clivage sont surtout communautaires.

La technocratie est peu visible, peu contestée, mais omniprésente.

Bruxelles, capitale technocratique de l'Europe

Le fait que les institutions européennes soient implantées à Bruxelles renforce l'image d'un « pouvoir sans visage » :

- Commission européenne
- Parlement européen
- Représentations permanentes
- Ce pouvoir européen est souvent assimilé à une couche technocratique supplémentaire, encore plus déconnectée du citoyen belge moyen.

En résumé :

Élément	Situation en Belgique
Structure de l'État	Extrêmement complexe, multilingue, multipolaire
Technocratie	Discrète, mais essentielle à la continuité de l'État
Rôle politique	Substitut à l'action politique quand celle-ci est bloquée
Perception populaire	Ni clairement soutenue, ni frontalement contestée
Lien avec l'Europe	Très fort : Bruxelles est le symbole de l'euro-technocratie

Ce qu'il faut retenir :

En Belgique, la technocratie n'est ni imposée ni élue, mais elle est le garant de la stabilité minimale dans un État qui ne parvient pas à se gouverner politiquement de façon fluide. Elle n'est pas une élite conquérante, mais un rouage indispensable dans un système sans majorité claire et sans nation unifiée. En cela, elle diffère radicalement de la technocratie militante française ou des élites européistes italiennes.

Espagne : une technocratie fragilisée par les fractures politiques

Un État démocratique encore jeune, issu du franquisme

- La démocratie espagnole actuelle date de 1978, avec la transition post-franquiste et la Constitution qui instaure un régime parlementaire décentralisé.
- L'État reste fortement centralisé symboliquement (Madrid, monarchie), mais il est juridiquement décentralisé : 17 communautés autonomes dotées de gouvernements et parlements régionaux.

Le poids des administrations régionales est considérable, ce qui rend la technocratie multipolaire et fragmentée.

Une technocratie d'État issue d'un fort élitisme scolaire

- Comme en France, les hauts corps de l'administration sont issus de concours très sélectifs, souvent passés dans les grandes écoles publiques ou à l'université.
- Le Consejo de Estado, le corps diplomatique, la magistrature, la fonction publique d'élite (Cuerpo Superior de Administradores) exercent une influence réelle mais discrète.

La technocratie espagnole est professionnelle, mais souvent absente des débats politiques de premier plan.

Crise de légitimité dans les années 2008–2015

La crise économique de 2008, suivie des politiques d'austérité imposées par la Troïka (UE, FMI, BCE), a violemment touché l'Espagne. Le sentiment populaire a alors ciblé :

- La classe politique traditionnelle (PP et PSOE) accusée de corruption.
- Les élites administratives, perçues comme inefficaces, voire complices de la rigueur imposée par l'Europe.

Cela a permis l'émergence de mouvements populistes, à gauche (Podemos) comme à droite (Vox), anti-establishment.

Fragmentation politique, instabilité gouvernementale

Depuis 2015, l'Espagne connaît une fin du bipartisme, avec l'éclatement du paysage électoral et de multiples coalitions fragiles :

- PSOE (centre-gauche), PP (centre-droit), Vox (droite radicale), Podemos puis Sumar (gauche radicale), Ciudadanos (libéraux, aujourd'hui disparus).
- Les technocrates jouent un rôle d'équilibre, notamment dans les domaines régaliens (sécurité, diplomatie, justice), mais sont moins visibles et moins centralisés qu'en France ou en Belgique.

Technocratie vs. régionalisme

Le pouvoir réel est très fractionné entre Madrid et les régions :

- Catalogne (avec ses revendications indépendantistes)
- Pays basque (forte autonomie fiscale)
- Andalousie, Galice, Valence, etc.
- Les élites régionales administratives sont souvent en opposition ouverte avec Madrid (ex. : Generalitat catalane).

Contrairement à d'autres pays, il n'y a pas une technocratie centrale unique, mais des réseaux administratifs concurrents, selon les allégeances politiques et territoriales.

En résumé :

Élément	Situation en Espagne
Structure de l'État	Décentralisé, 17 communautés autonomes puissantes
Technocratie	Présente, mais divisée et discrète

Élément	Situation en Espagne
Rôle politique	Faible intervention politique directe, rôle technique
Crise de légitimité	Forte après 2008, rejet des élites, naissance de mouvements populistes
Lien avec l'Europe	Ambigu : soutien institutionnel mais ressentiment populaire

Ce qu'il faut retenir

L'Espagne n'a pas vu émerger une "caste technocratique" aussi cohérente qu'en France ou à Bruxelles, en raison de son régionalisme exacerbé et de son instabilité politique récente. La technocratie y est souvent réduite à un rôle d'exécution, fragilisée par les rapports de force locaux. Cependant, dans les moments de crise, l'élite administrative reste un pilier discret mais indispensable à la continuité de l'État.

La Suède : une technocratie invisible mais profondément ancrée dans la culture politique

Un État historiquement fort, fondé sur la transparence et la confiance

La Suède possède une des plus anciennes bureaucraties d'Europe : dès le XVIIe siècle, elle développe une administration centralisée, disciplinée, et formée à la rigueur protestante.

Depuis le XIXe siècle, l'appareil d'État repose sur :

- Le principe d'indépendance des agences gouvernementales (myndigheter) vis-à-vis des ministres.
- Un modèle de neutralité, transparence et méritocratie.
- L'accès public aux documents officiels (principe inscrit dans la Constitution dès 1766 !).

La technocratie suédoise est donc ancienne, puissante, mais peu politisée et consensuelle.

Des élites administratives professionnalisées, mais peu visibles

L'élite administrative est issue d'un système d'éducation publique exigeant, très sélectif mais égalitaire. Elle passe rarement par des écoles élitistes centralisées (pas d'équivalent à l'ENA). Les hauts fonctionnaires sont des experts issus du terrain, souvent recrutés dans les agences spécialisées.

Le prestige repose sur la compétence technique et non sur l'ascension sociale ou les réseaux.

Un contre-modèle au "deep state" : la gouvernance distribuée

Les ministres n'ont pas le droit d'intervenir dans les décisions individuelles des administrations. Cette séparation vise à empêcher les abus de pouvoir et la politisation de l'administration. Cela favorise une administration autonome, mais intégrée dans un consensus général.

Il n'y a donc ni méfiance populaire vis-à-vis des fonctionnaires, ni image d'une « caste fermée ».

L'influence de la technocratie dans l'élaboration des politiques publiques

- Les décisions politiques sont souvent précédées d'un long processus consultatif, avec les experts, ONG, syndicats, institutions.
- Les réformes s'inscrivent dans le temps long, et sont rarement conflictuelles.
- L'administration est perçue comme un facilitateur pragmatique, y compris sur les sujets sensibles (écologie, migration, sécurité).

Limites récentes : immigration, criminalité et crise de la confiance

Depuis 2015, des tensions apparaissent :

- Crise migratoire → question sur la capacité de l'État à intégrer.
- Hausse de la criminalité organisée → critiques sur le laxisme administratif.
- Des partis comme les Démocrates de Suède (SD) dénoncent une élite déconnectée des préoccupations populaires, surtout sur les sujets identitaires et sécuritaires.

Pour la première fois, la neutralité de l'appareil d'État est contestée par des partis anti-système.

Technocratie et populisme : un choc encore limité

Élément	Situation en Suède
Structure de l'État	Centralisé, mais avec agences autonomes
Technocratie	Forte, compétente, neutre
Relation à l'électorat	Historiquement de confiance, mais remise en cause sur certains sujets
Émergence populiste	Présente (SD), mais encore modérée au niveau institutionnel
Lien à l'Europe	Suède dans l'UE, mais hors zone euro, très autonome

Ce qu'il faut retenir

La Suède présente une forme avancée de technocratie dépolitisée, où l'administration est perçue comme un outil du bien public, non comme une élite coupée du peuple.

Toutefois, depuis les années 2010, des failles apparaissent : immigration, insécurité, sentiment de déclassement – qui nourrissent un discours populiste hostile à l'establishment administratif, bien que moins virulent qu'en France, Italie ou Pays-Bas.

Les États-Unis – Technocratie, partisans et populismes

Administration & technocratie

L' appareil administratif très vaste, mais fragmenté entre agences fédérales, États fédérés, et autorités locales.

- Poids majeur de l'« administrative state » (agences indépendantes comme la FDA, EPA, CDC, etc.).
- Technocratie influente surtout dans les domaines régulés (santé, environnement, finance, défense).
- Née du New Deal (années 1930), l'administration fédérale a crû fortement sous Roosevelt, puis sous Johnson (Great Society), et après 2001 (sécurité).

Partis traditionnels

- Parti démocrate : a longtemps été soutenu par la classe technocratique (élites académiques, experts, Silicon Valley).
- Parti républicain : historiquement hostile à l'État fédéral fort, mais ambivalent depuis Reagan.

Transfert d'hégémonie

- Depuis les années 1990–2000, les élites technocratiques soutiennent massivement les démocrates, particulièrement dans les métropoles, universités et médias.
- Administration perçue comme instrumentaliste au service des politiques progressistes (ObamaCare, écologie, diversité).

Réactions populistes

- Trumpisme = rejet massif de la technocratie fédérale (appelée par Steve Bannon : “the deconstruction of the administrative state”).
- Montée d'un anti-étatisme culturel plus qu'économique : les institutions sont vues comme biaisées par des élites « woke » ou urbaines.
- Mouvement Tea Party (2010s) → Trump (2016) → MAGA (Make America Great Again).
- Appels fréquents à purger ou réduire les agences fédérales (santé, éducation, environnement).

Remarques spécifiques

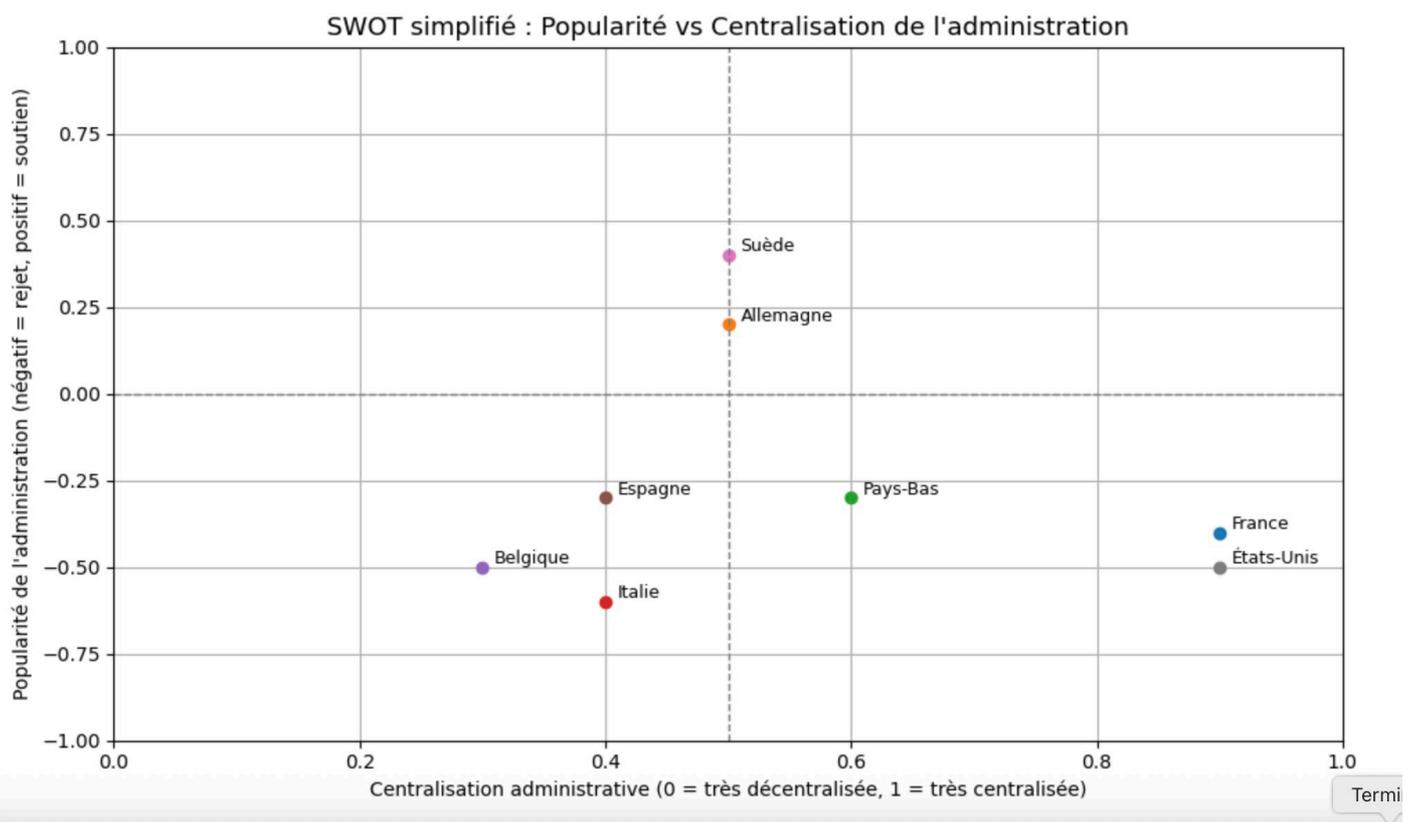
- Dualité forte : méfiance historique envers l'État fédéral (héritage du fédéralisme), mais grande confiance dans les agences technoscientifiques (ex : NASA, NIH).
- Judiciarisation du pouvoir technocratique : nombreux contentieux entre agences et États (ex. Texas vs. CDC, EPA vs. West Virginia...).
- L'administration fédérale est parfois perçue comme l'équivalent américain du “deep state”, notamment par les électeurs populistes.

Aspect	Description
Poids de la technocratie	Très élevé (surtout agences fédérales indépendantes)

Aspect	Description
Partis affaiblis ?	Non, mais extrême polarisation interne (Trump vs. GOP classique, gauche Dém.)
Transfert d'hégémonie	Technocratie majoritairement acquise aux démocrates urbains et progressistes
Réaction populiste	Trumpisme, MAGA, Tea Party : anti-administration, anti-élite, anti-État fédéral
Remarque spécifique	"Deep State" = fantasme devenu outil politique central depuis 2016

Comparatif de la centralisation et de la popularité des administrations

Axe X (horizontal) : degré de centralisation administrative (de gauche = très décentralisé à droite = très centralisé) / Axe Y (vertical) : popularité ou rejet de l'administration (bas = rejet, haut = popularité).



ANNEXES

Etat profond et post-matérialisme dans l'actualité

Voici le résumé de 3 articles récents qui illustrent la montée de la défiance vis à vis de la démocratie et de l'appareil d'Etat.

Article 1: Welt, « La crise de la migration reste non résolue » Von Leo de Winter

<https://www.welt.de/debatte/plus256230996/demokratie-in-europa-die-migrationskrise-bleibt-ungeloest.html?cid=socialmedia.whatsapp.shared.web>

Geert Wilders et l'État profond : la stratégie néerlandaise de neutralisation. Aux Pays-Bas, le leader populiste Geert Wilders (PVV), longtemps marginalisé, a semblé accéder au pouvoir après les élections de 2023. Mais la nomination d'un Premier ministre technocrate, Dick Schoof, a marqué une reprise en main silencieuse par les élites et l'appareil d'État. Le cas néerlandais illustre une dynamique plus large en Europe : maintenir le statu quo, quel que soit le verdict des urnes.

1. L'ascension contrôlée de Geert Wilders

- En 2023, le PVV devient le premier parti aux élections.
- Une coalition est formée avec deux partis nouveaux, issus des milieux ruraux.
- Au lieu de nommer Wilders Premier ministre, un haut fonctionnaire, Dick Schoof, est désigné.
- Schoof est un homme de l'appareil d'État : ex-patron des renseignements, numéro 2 du ministère de la Justice.

Objectif implicite : neutraliser le pouvoir politique de Wilders tout en intégrant formellement son parti.

2. L'État profond à la manœuvre

- Schoof n'a jamais été élu, ni confronté au débat public.
- Sa nomination représente une victoire de la technocratie sur la légitimité démocratique.
- L'auteur y voit une opération orchestrée pour intégrer le PVV dans le système afin de mieux l'en exclure ensuite.

Résultat : retour à la marginalisation du PVV. Aucune réforme structurelle, la crise migratoire demeure.

3. Le cœur du malaise européen : l'intégration impossible ?

- L'immigration, en particulier musulmane, soulève des tensions culturelles profondes.
- Certains migrants vivent en Europe tout en rejetant ses valeurs fondamentales (égalité, laïcité, droits des minorités).
- L'auteur évoque une fracture civilisationnelle entre l'Occident et certaines cultures islamistes qui perçoivent l'Europe comme un « monde de guerre ».

Problème central : comment accueillir sans renoncer aux fondements de la société ouverte ?

4. Le tabou européen sur la sélection des migrants

- L'Europe a besoin de migrants, mais rechigne à choisir lesquels.
- La discrimination est moralement rejetée, mais son absence engendre des inégalités inversées dans certaines communautés.
- Les élites refusent d'affronter ce dilemme, par manque de lucidité ou de courage.

Conséquence : l'immigration devient un angle mort politique, traité par des subterfuges.

5. Le retour inquiétant du « statu quo »

- Le statu quo, autrefois équilibre des forces sociales, devient immobilisme organisé.
- Les élites modifient leurs convictions selon les circonstances (Covid, guerre en Ukraine, pression européenne).
- Quelle que soit l'issue des élections d'octobre, le système semble conçu pour éviter tout changement de fond.

Diagnostic final : un système démocratique vidé de sa capacité à trancher, à choisir, à s'adapter.

Article 2: Wynia's Week, « Les universités sont devenues des foyers de décadence qui ne produisent pas d'esprits libres mais des saboteurs culturels. » Paul Frentrop

<https://www.wyniasweek.nl/universiteiten-zijn-verworden-tot-broeinesten-van-verval-die-geen-vrije-geesten-afleveren-maar-culturele-saboteurs/>

Thèse principale

- Les universités ne forment plus des esprits libres ni des élites éclairées, mais des saboteurs culturels et des fonctionnaires médiocres qui menacent la société par leur arrogance et leur haine de la culture occidentale.

Constats sur les militants/activistes

- Les activistes radicaux (climatiques, pro-palestiniens, etc.) sont souvent issus de l'université.
- Ils se distinguent des « racailles » par leur niveau d'éducation, mais leurs méthodes sont tout aussi destructrices.

Origine et mission historique des universités

- Fondées pour former des fonctionnaires au service de l'État (ex. : université de Leyde en 1577).
- Objectif originel : transmission de savoir utile à la gouvernance, pas la recherche désintéressée.

Évolution récente (depuis les années 1970)

- Explosion du nombre d'universitaires, mais chute de la qualité.
- Formation orientée vers la carrière, non vers le Bildung (formation de l'esprit).
- Déconnexion croissante entre production universitaire et exigence intellectuelle réelle.

Effets pervers actuels

- Hausse démesurée du nombre de fonctionnaires et des salaires publics.
- Fonctionnaires souvent démotivés, idéologisés, politiquement activistes.
- Perte de vocation et de responsabilité publique.
- Universités produisent des diplômés incultes mais convaincus de leur supériorité morale.

Critique des valeurs dominantes à l'université

- Les « valeurs occidentales » sont réduites à des slogans (droits des femmes, homosexualité, etc.).
- Oubli de l'héritage véritable : raison critique, pensée pratique et créative (selon Jacques de Kadt).
- Mépris pour l'histoire, la modération et la complexité du réel

Contre-modèle évoqué

- Johan van Oldenbarnevelt : figure idéale de fonctionnaire éclairé, formé dans des universités européennes ouvertes à la science.
- Sa devise : « Ne rien savoir avec certitude est la croyance la plus sûre », incarnait une posture de doute, d'écoute et de prudence.

Conclusion

- Les universités actuelles trahissent leur mission originelle.
- Elles devraient former des penseurs ouverts, non des militants fanatiques.
- Leur décadence met en péril la qualité de la gouvernance et de la civilisation occidentale elle-même.

Article 3: Wynia's Week, « Adieu PvdA. Comment des intellectuels radicaux ont contribué à la chute d'un puissant parti ouvrier. » Roelof Bouwman

<https://www.wyniasweek.nl/vaarwel-pvda-hoe-radicale-intellectuelen-een-machtige-arbeiderspartij-naar-de-bliksem-hielpen/>

Contexte général

- Le Parti travailliste néerlandais (PvdA), autrefois parti ouvrier, va probablement fusionner avec GroenLinks.
- Ce processus de transformation a commencé dans les années 1960, avec l'émergence de la Nouvelle Gauche (Nieuw Links).

Année charnière : 1966

- Année perçue comme désastreuse par certains (ex. : écrivain Gerard Reve).
- Marque le début de la prise de pouvoir des intellectuels de gauche radicale au sein du PvdA.

Transformation idéologique du PvdA

- Adoption d'un manifeste prônant: Soutien inconditionnel à la RDA et au Vietcong, Aide au développement accrue, Sortie de l'OTAN selon certaines conditions.
- Thèmes privilégiés : post-matérialistes (tiers-monde, environnement, émancipation...).
- Rupture avec les préoccupations des électeurs ouvriers : logement, santé, prestations sociales, emploi.

Mépris pour les classes populaires

- Nouvelle Gauche et intellectuels affichaient un mépris ouvert pour les électeurs ordinaires.
- Citation emblématique : Hedy d'Ancona parle des « masses stupides ».
- « Coup d'État » interne : prise de contrôle du parti par la Nouvelle Gauche, marginalisation des anciens cadres.

Conséquences politiques

- Création d'un parti dissident : DS'70 (1970).
- Démission de Willem Drees (1971).
- Longue période d'opposition du PvdA (18 ans sur 23 entre 1966 et 1989).
- Affaiblissement durable du parti.

Mutation sociologique

- PvdA devient un parti d'universitaires (« parti des doctorants »).
- Disparition des figures populaires issues du terrain.
- Priorité donnée à la diversité symbolique (genre, origine, jeunesse), mais exclusion des profils manuels ou non-académiques.

Angle mort et déclin électoral

- En 2021 : score électoral historiquement bas (5,7 %).
- Priorité à des thèmes perçus comme élitistes : climat, diversité, genre, UE.
- Déconnexion des préoccupations populaires (logement, santé, pouvoir d'achat, sécurité).
- Méfiance envers les thèmes jugés « populistes ».

Conclusion

- La probable fusion avec GroenLinks est l'aboutissement logique de cette évolution.
 - Responsable historique : la Nouvelle Gauche, initiatrice d'un processus qui a éloigné le parti de sa base ouvrière.
 - 1966, année pivot, marque le début d'un lent déclin du PvdA en tant que parti populaire.
-

L'émergence de castes technocratiques dans l'histoire : entre service public et pouvoir autonome

L'histoire regorge d'exemples où des corps administratifs, créés pour servir un État ou un pouvoir politique, ont progressivement acquis une autonomie de fonctionnement, voire des intérêts propres, parfois en contradiction avec les orientations de l'autorité politique qui les avait institués. À travers quelques exemples historiques, nous analyserons cette évolution vers la formation de véritables « castes technocratiques » ou « États profonds » avant d'observer leur devenir dans le temps. Enfin, nous étendrons la réflexion à l'Union européenne et à son administration centrale.

L'Égypte des Pharaons et les scribes

Les scribes constituaient l'élite administrative de l'Égypte antique. Formés dans des écoles spécialisées, ils étaient les seuls à maîtriser l'écriture hiéroglyphique et détenaient les clés du fonctionnement de l'État : fiscalité, cadastre, justice, administration des temples et du palais.

Leur savoir leur conférait un pouvoir unique. Dépositaires de la mémoire étatique, ils devinrent une caste fermée, très influente, transmise souvent de père en fils.

Cette caste a survécu tant que le modèle pharaonique a duré, mais elle a été dissoute ou absorbée avec les conquêtes (grecque, puis romaine), et la disparition de l'écriture hiéroglyphique a mis fin à son pouvoir spécifique.

Empire romain - Les eques et les affranchis impériaux

- À partir du Principat d'Auguste, l'administration romaine cesse d'être dominée par les seuls sénateurs.
- Les empereurs s'entourent de chevaliers (ordre équestre) et surtout d'affranchis impériaux (anciens esclaves affranchis), formant un corps administratif de confiance, dépendant exclusivement de l'empereur.
- Ces hommes dirigent parfois la chancellerie, les finances, les archives, et certains d'entre eux deviennent plus puissants que des magistrats élus ou des sénateurs.

Narcisse, affranchi de Claude, ou Pallas, responsable des finances, avaient une autorité considérable sur l'État. Ces administrateurs, éloignés du peuple et du Sénat, sont vus comme étrangers à la tradition républicaine, et deviennent parfois cibles de purges ou de soulèvements sénatoriaux.

Empire romain tardif - L'administration impériale romaine

L'Empire romain a progressivement bureaucraté son administration, notamment sous Dioclétien et Constantin. Des cohortes de fonctionnaires assuraient le prélèvement fiscal, la logistique militaire et la communication impériale.

À partir du IV^e siècle, cette administration devient extrêmement lourde. Certains hauts fonctionnaires avaient une influence considérable sur les empereurs et leurs décisions.

En Occident, elle a été balayée avec les invasions barbares, puis partiellement récupérée par les royaumes germaniques (notamment les carolingiens). Dans l'Empire d'Orient (Byzance), cette administration s'est perpétuée longtemps.

Empire byzantin – la bureaucratie palatine et les eunuques

L'Empire byzantin (330–1453) développe un appareil administratif extrêmement sophistiqué, centralisé autour du palais impérial. Les eunuques (souvent recrutés jeunes, castrés pour les rendre loyaux et stériles) accèdent à des postes de très haute responsabilité : chefs du trésor, intendants du palais, diplomates, voire commandants militaires.

- Ils ne peuvent fonder de dynastie, donc perçus comme fidèles à l'empereur.
- Ils sont issus d'une formation purement administrative, coupés du monde militaire ou sénatorial.
- Ils représentent une élite technocratique impériale, orientée vers l'efficacité et la continuité du pouvoir.

Ces eunuques deviennent une caste puissante, parfois en opposition aux généraux ou à la noblesse, et certains manipulent les successions impériales ou orientent la politique au profit de leur groupe.

Empire ottoman – les eunuques et les esclaves d'État (kapıkulu)

La Sublime Porte : esclaves, eunuques et technocrates du sultan

- L'Empire ottoman (1299–1922) met en place un système extrêmement original : le devşirme, ou « récolte des enfants chrétiens ».
- Ces enfants sont convertis à l'islam, éduqués à la cour, puis deviennent soit janissaires (militaires), soit administrateurs civils (kapıkulu = « esclaves de la Porte »).
- Beaucoup deviennent grands vizirs, intendants, gouverneurs, avec une loyauté absolue envers le sultan – non envers leur peuple ou famille d'origine.

Les eunuques noirs du harem impérial exercent aussi des fonctions centrales dans la vie palatiale et religieuse.

Les eunuques, notamment les eunuques noirs du harem impérial, occupaient de hautes fonctions à la cour ottomane, souvent proches du sultan. D'autres eunuques étaient affectés à l'administration centrale.

Paradoxalement, ce système, conçu pour garantir une administration docile et méritocratique, donne naissance à une élite administrative stable, urbaine, formée à la cour, qui en vient à défendre ses intérêts, ses privilèges et ses visions politiques, parfois contre la volonté du sultan ou du peuple.

Réformées au XIX^e siècle, ces fonctions ont été abolies avec la modernisation de l'État ottoman sous les Tanzimat, puis définitivement supprimées avec la chute de l'Empire.

Chine impériale – les lettrés confucéens (mandarins)

La bureaucratie impériale chinoise – le modèle technocratique par excellence

- Dès la dynastie Han (206 av. J.-C. – 220 ap. J.-C.) et plus encore sous les Tang et les Song, la Chine impériale s'appuie sur une bureaucratie de lettrés, sélectionnés par concours (les examens impériaux).
- Ces mandarins, formés au confucianisme, deviennent les piliers de l'administration impériale, souvent plus puissants que les généraux ou les notables locaux.

Leur loyauté est supposée aller à l'Empereur, mais en réalité ils forment une caste intellectuelle, morale et politique, souvent plus attachée à l'ordre, à l'orthodoxie morale, ou à leurs intérêts collectifs qu'à l'arbitraire impérial.

Des réformes ou bouleversements voulus par certains empereurs sont ralentis ou sabotés par cette élite mandarinale, trop conservatrice ou réticente à la réforme (comme lors des réformes de Wang Anshi au XIe siècle).

La noblesse de robe dans la monarchie française

Apparue à partir du XVIe siècle, cette noblesse non militaire était constituée de juristes, magistrats et administrateurs de l'État royal. Elle formait l'ossature de la monarchie administrative.

Grâce à la vénalité des charges, ces fonctions sont devenues héréditaires. La noblesse de robe a défendu ses privilèges contre la monarchie elle-même, surtout à la fin de l'Ancien Régime.

Supprimée à la Révolution de 1789, elle a été partiellement remplacée sous l'Empire par une haute administration méritocratique.

La Révolution française – la bureaucratie de l'Ancien Régime recyclée

Beaucoup de commis, intendants, juristes, notaires de l'Ancien Régime sont restés en place après 1789, devenant les rouages de l'État révolutionnaire puis napoléonien.

On a pu observer une reprise en main de l'appareil administratif par des techniciens de l'État qui, bien qu'héritiers d'un ordre monarchique, ont su s'adapter à l'ordre républicain, imposant la continuité administrative plutôt que la rupture politique.